

# JOURNAL

PRIS DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 27 fr. 50. — Six mois, 52 fr. — Un an, 100 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Les Départements et l'Étranger, les frais de poste en sus.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES FOURTAINS, 42

ADONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Salva Etienne, 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C<sup>o</sup>, place de la Bourse, 8 et rue Notre-Dame-des-Victoires, 23. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 30 JUILLET 1890

## LA GESTION FINANCIÈRE DE LA FRANCE DE 1878 A 1883

M. Floquet, président de la Chambre des Députés, annonçait il y a quelques jours la mort d'un député qui s'était fait remarquer comme un travailleur acharné, et avait consacré sa vie à l'étude des questions financières.

En lisant cet éloge de M. Amagat et en suivant les débats, devant la Chambre, de la loi sur les contributions indirectes, nous étions frappés de cette observation du président, qui trouvait sa justification dans l'incohérence, l'ignorance et le décousu de la discussion d'une des parties les plus importantes du budget.

La mort de M. Amagat est une grande perte, comme le dit fort justement M. Floquet, car on ne trouvera malheureusement pas facilement, sur les bancs de la Chambre, un autre homme aussi versé qu'il l'était dans l'étude si aride et si difficile des questions budgétaires.

Nous avons trouvé cette étude dans un livre dont nous recommandons la lecture à nos représentants, et qui embrasse le budget depuis 1878 jusqu'à 1883.

Dans des tableaux qui résument son travail, on voit que les dépenses se sont élevées à un chiffre formidable dans cet intervalle.

Ainsi, comme dépense annuelle, on trouve :

Guerre, 540 millions en 1878, contre 615 millions en 1883 ; Instruction publique, 48 millions contre 146 millions ; Finances, 1,049 millions contre 1,139 millions ; Travaux publics, 238 millions contre 590 millions ; Marine, 192 millions contre 260 millions.

Et depuis 1883, ces dépenses se sont largement augmentées. Le rapporteur du budget de la marine, M. Gerville-Réache, vient de nous montrer que, malgré les dépenses de la marine, qui excèdent celles de l'Italie et de l'Allemagne, les unités de combat sont moins élevées en France que dans ces deux autres pays ; on a dépensé en approvisionnement inutile, en navires insuffisants, des sommes considérables ; et les accidents nombreux qui ont été signalés dans les dernières manœuvres navales nous montrent combien ces observations étaient justifiées.

Pour les travaux publics, on a éparpillé de tous les côtés les dépenses pour satisfaire les appétits électoraux, et dans l'énumération des travaux en cours on en trouve de nombreux qui, bien qu'à peine commencés, ont déjà englouti des centaines de millions, pendant que les travaux les plus importants ont été laissés de côté parce qu'ils ne répondaient pas à des besoins de propagande électorale.

Dans la nomenclature de M. Amagat, on trouve le fameux canal de Tancarville, ayant coûté 30 millions pour un trafic annuel de 90,000 tonnes, faisant revenir la tonne transportée à 15 fr. Les bassins de la Palice ayant coûté 50 millions là où il n'y a pas un négociant et qui ne servira peut-être jamais. Et puis Saint-Vaéry, Dieppe, Boulogne, qui ont coûté beaucoup de millions presque sans utilité.

Et aujourd'hui, après les promesses électorales de nos députés qui disaient,

faire des économies, ne plus faire d'emprunts ni frapper d'impôts nouveaux, ne voyons-nous pas les mêmes députés ne plus demander d'économies, mais faire des emprunts nouveaux et frapper des impôts nouveaux ? Ne voyons-nous pas ces mêmes députés continuer les mêmes errements qui doivent nous mener à la banqueroute, si nous n'y prenons garde, d'après les conclusions de M. Amagat, qui se terminaient ainsi :

« Les budgets de 1878 à 1883 présentent un déficit de 3 milliards 178 millions soit un déficit moyen de 529 millions 800 mille francs.

« En six années, le parti républicain opportuniste a porté les dépenses de 2 milliards 732 millions en 1887, à 3 milliards 715 millions en 1883, soit une augmentation de 983 millions. Si on déduit les charges du budget extraordinaire de la guerre et de la marine, 143 millions, l'augmentation des dépenses annuelles est encore de 840 millions, et le fonds de réserve de 150 millions a disparu.

« La situation s'est aggravée depuis 1883.

« Et à ces observations si justes, que répondent nos gouvernements ?

Nous ne pouvons faire des économies ; nous ne pouvons faire mieux !

Est-ce que la Restauration n'a pas fait mieux ! Est-ce qu'elle n'a pas réussi, tout en donnant une impulsion considérable à la fortune publique, à nous donner des finances prospères ?

Est-ce que l'Angleterre, la Russie, la Turquie elle-même, n'arrivent pas à boucler leurs budgets et à faire des économies ?

L'Angleterre, depuis dix ans, a économisé 4 milliards ; l'Amérique, depuis trente ans, a économisé 16 milliards et a amorti la dette de la guerre de sécession qui lui en avait coûté 22.

Est-ce que la situation pareille à celle qui nous est faite n'est pas extrêmement grave ?

Vienne une guerre de tarifs, comme celle dont nous menacent les États-Unis avec des impôts très-réduits, que pourrions-nous opposer avec nos impôts écrasants ?

Vienne une guerre, et nous sommes bien loin de la demander, que deviendrait notre crédit avec les charges énormes dont nous sommes accablés en ce moment ?

On voudra peut-être nous accuser de manquer de patriotisme en appelant l'attention publique sur ces faits. Nous pourrions simplement répondre : Voyez ce que dit M. Gerville-Réache, auquel les événements viennent si cruellement de donner raison ; nous ne désertions pas la lutte, mais nous nous contenterons de dire au peuple : qui cache les imperfections de ses gouvernements se prépare à de cruels déboires dans les catastrophes qui peuvent l'assailir, et c'est à ce sentiment élevé du devoir et du patriotisme que nous avons obéi, en signalant la situation telle qu'elle ressort d'un examen attentif et scrupuleux de nos embarras financiers.

## L'ARRANGEMENT ANGLO-ALLEMAND

Berlin, 29 juillet. — Le Reichstag publie un communiqué officiel de l'empire allemand, publiant un long mémoire sur les motifs de l'arrangement anglo-allemand.

Le mémoire débute en disant que la politique coloniale de l'empire allemand, en se heurtant aux aspirations de l'Angleterre, avait à plusieurs re-

prises amené des conflits et causé des malentendus entre les deux pays. Toutefois, et si d'un côté les deux pays s'étaient sentis attirés par le désir de maintenir la paix européenne.

Voyant que les négociations relatives à chacun des points litigieux, en particulier, n'avaient pas abouti au résultat satisfaisant, ils résolurent de traiter en bloc l'ensemble des questions à régler pour arriver à une entente par des concessions mutuelles.

## LA RÉVOLUTION A BUENOS-AYRES

New-York, 29 juillet. — Il ne faut ajouter qu'une fois médicos aux dépêches expédiées de Buenos-Ayres.

Le premier soin des insurgés a été d'emparer du télégraphe ; ils y ont procédé de vive force : le 10<sup>e</sup> d'infanterie en a occupé les bureaux, y encastrant le matériel. Les employés qui voulaient rester à leurs appareils ont été télescopés sans ménagement avant d'être expédiés.

On affirme toutefois que dans la seule journée d'hier, les insurgés n'auraient pas perdu moins de cinq mille hommes.

Les hôpitaux d'urgence de la ville, les pensionnaires des enfants trouvés ont dû quitter l'hospice pour faire place aux blessés.

Les insurgés sont maîtres des points principaux de la ville ; ils occupent l'hôtel des postes, l'hôtel des Monnaies, la Banque, le ministère de la Guerre. Le président Celman a dirigé toutes les opérations des troupes fédérées de la province de Mendoza où il se trouvait.

Les nouvelles sont trop contradictoires et sujettes à caution pour qu'on puisse prévoir pour le moment quelle sera l'issue de la lutte.

Quoiqu'il en soit, alors même que le gouvernement serait victorieux, le maintien au pouvoir du président Celman qui s'est rendu très impopulaire, paraît impossible.

Du reste, il faut s'attendre à des surprises, qu'elles proviennent d'une des parties belligérantes ou de l'intervention des pays voisins de la République argentine, ou des nations qui ont des navires de guerre dans ses eaux.

Rome, 29 juillet. — Le croiseur *Amerigo Vesputi*, qui se trouve actuellement à Calao, a reçu l'ordre de se rendre dans les eaux de la République argentine ; il est probable qu'un autre bâtiment de l'escadre sera détaché pour se joindre à l'*Amerigo Vesputi*.

Paris, 29 juillet. — M. Ribot, ministre des affaires étrangères, a demandé à M. Barby, ministre de la marine, de vouloir bien envoyer un navire français dans les eaux de l'Amérique du Sud, pour assurer au besoin la protection de nos nationaux dans la République argentine.

La légation de la République argentine à Paris n'avait reçu ce matin aucune nouvelle de la capitale de Buenos-Ayres du président Juárez-Celman.

Sur la demande de son collègue, le ministre des affaires étrangères, M. Barby a décidé l'envoi d'un bateau dans les eaux de l'Amérique du Sud pour assurer la protection à nos nationaux.

Londres, 29 juillet. — Le bruit court que le ministre de la guerre de Buenos-Ayres a été tué.

Le gouvernement a été transféré à San-Martino, où il organise la résistance.

Les insurgés sont maîtres de la capitale. Les pertes sont graves des deux côtés.

Buenos-Ayres, 29 juillet. — Les affaires sont arrangées.

Le président Celman a donné sa démission ; le vice-président Pellegrini le remplace.

Le calme est rétabli.

Le croiseur français *Kerguelen*, de la station de l'Atlantique et actuellement sur la côte du Dahomey, vient de recevoir l'ordre télégraphique de se rendre à Buenos-Ayres.

Paris, 29 juillet. — Le *Times* publie la dépêche suivante, datée de Buenos-Ayres :

Le président Celman a dit que les conditions arrêtées entre le gouvernement et les insurgés sont les suivantes :

« Liberté pour les civils ; perte de leur grade pour les capitaines et tous les officiers d'un rang supérieur ; reddition demain du parc d'artillerie. »

Buenos-Ayres, 9 h. 30. — Il n'y a aucune chance d'arrangement et il faudra combattre jusqu'au bout.

Paris, 29 juillet. — On continue à recevoir des dépêches de Buenos-Ayres via Londres qui ont toujours un caractère contradictoire.

Une dépêche privée, d'hier soir à 6 heures, annonçait que la révolution avait triomphé.

La maison particulière du président Juárez Celman a été pillée par les officiers d'un régiment de cavalerie.

Le régime d'infanterie est passé à la révolution ; le président est revenu dans la capitale avec douze cents hommes de troupes et quarante pièces d'artillerie.

Un combat sanglant s'est engagé au centre de la ville au coin des rues Rivarola et Tallahuan. Les révolutionnaires ont maîtres tous les trousseaux des portes d'artillerie et comptent avec eux toute la marine.

Le ministre des finances, Gratin, a été mis en liberté par les révolutionnaires. Le colonel José Larzábal a été nommé chef de la police et le remplacement de M. Capdevilla qui est gravement blessé.

Il est faux que le ministre la guerre M. Levallois soit mort.

Paris, 29 juillet. — M. le docteur Pellegrini, vice-président de la République argentine, dont une première dépêche nous la nomination comme président, en remplacement de M. Celman, démissionnaire, et une deuxième l'emprisonnement comme suspect, est originaire de la Savoie ou du Dauphiné.

Celui-ci a été nommé par le général M. Pellegrini, qui a été nommé représentant de la République argentine. Un bouquet lui fut offert pendant son séjour à Paris par la colonie Dauphinoise ou Savoyarde.

## LE GRISOU

Terrible catastrophe à Saint-Etienne

« A puits Pellissier. — L'équipe de nuit. — Nombreuses victimes. — Cent vingt morts. — La dernière corde. — Les secours. — Toute une ville en deuil. »

Saint-Etienne, 29 juillet. — Une terrible catastrophe vient de jeter notre ville dans la consternation. Le grisou a fait de nouvelles victimes.

Ce soir, à sept heures moins quelques minutes, le quartier du Jardin des Plantes était subitement ébranlé par une formidable détonation. On aurait dit que le ciel allait s'éclaircir à la ronde. Une explosion s'était produite dans le puits Pellissier, de la campagne Villebeuf.

C'était l'heure où les ouvriers du jour venaient de remonter et les ouvriers de nuit arrivaient dans la mine. Les ordres se trouvaient encore dans la cage qui descendait, emportant douze mineurs.

Cent soixante-cinq ouvriers étaient à ce moment dans le puits ; le lampiste de la Compagnie était à la mine. Les ordres se trouvaient encore dans la cage qui descendait, emportant douze mineurs.

Immédiatement, les autorités accoururent de toutes parts, avec les ingénieurs ordinaires, et organisèrent les secours.

Pendant ce temps, toute la ville se précipitait vers le lieu du sinistre, et en quelques instants une foule d'environ quinze mille personnes se pressait anxieuse aux abords du puits.

Trente-huit ouvriers ont été jusqu'à présent remontés ; ils sont tous fort grièvement blessés.

Les médecins demandent de tous côtés du lait pour calmer le feu qui brûle intérieurement la poitrine des malheureux ayant respiré le grisou.

Depuis dix heures du soir, on ne retrouve plus que des cadavres.

Des douze mineurs qui formaient la dernière corde, dix seulement sont remontés ; les deux autres, enlevés de la benne par l'explosion ont dû être précipités au fond du puits, où ils ne ressortiront plus que morts.

« L'effondrement est indescriptible. Dans la foule hâtant qui va passer la nuit près de la fosse, le silence est presque religieux. L'on entend de temps à autre, des cris, des lamentations poignantes, lorsque l'on rapporte un nouveau cadavre. »

« Il nous a semblé que nous étions devant un spectacle d'horreur. Les hommes de la police, si absolument impuissants à maintenir tous ceux qui ont là un parent, un frère et un ami. Le spectacle est lamentable. »

On entend des cris déchirants de femmes qui sont troublées ; des enfants appellent leur père. Pendant ce temps, on organise sans relâche les secours. On a organisé sans relâche les secours. On a organisé sans relâche les secours.

« On voit au fond de la fosse, au-dessous de cent vingt, peut-être, mètres, sera-t-il plus élevé, car les blessés du grisou gémirent rarement. »

La garde-mine, la police, sont absolument impuissants à maintenir tous ceux qui ont là un parent, un frère et un ami. Le spectacle est lamentable.

On entend des cris déchirants de femmes qui sont troublées ; des enfants appellent leur père. Pendant ce temps, on organise sans relâche les secours. On a organisé sans relâche les secours.

« On voit au fond de la fosse, au-dessous de cent vingt, peut-être, mètres, sera-t-il plus élevé, car les blessés du grisou gémirent rarement. »

La garde-mine, la police, sont absolument impuissants à maintenir tous ceux qui ont là un parent, un frère et un ami. Le spectacle est lamentable.

On entend des cris déchirants de femmes qui sont troublées ; des enfants appellent leur père. Pendant ce temps, on organise sans relâche les secours. On a organisé sans relâche les secours.

« On voit au fond de la fosse, au-dessous de cent vingt, peut-être, mètres, sera-t-il plus élevé, car les blessés du grisou gémirent rarement. »

La garde-mine, la police, sont absolument impuissants à maintenir tous ceux qui ont là un parent, un frère et un ami. Le spectacle est lamentable.

On entend des cris déchirants de femmes qui sont troublées ; des enfants appellent leur père. Pendant ce temps, on organise sans relâche les secours. On a organisé sans relâche les secours.

« On voit au fond de la fosse, au-dessous de cent vingt, peut-être, mètres, sera-t-il plus élevé, car les blessés du grisou gémirent rarement. »

La garde-mine, la police, sont absolument impuissants à maintenir tous ceux qui ont là un parent, un frère et un ami. Le spectacle est lamentable.

miraculeusement à la catastrophe, il venait, avec une dizaine de camarades, de prendre place dans la cage de descente.

Il était 6 h. 40. C'était la dernière corde des hommes du poste de nuit, au nombre de 160, qui venaient de prendre leur travail, lorsque à mi-chemin de la colonne, la benne fut violemment secouée. L'explosion venait de se produire.

Les camarades et lui purent remonter, mais deux d'entre eux avaient été précipités par la secousse au fond du puits.

« Au moment où je cause avec lui, arrive un blessé qui vient de remonter dans un état lamentable. Le malheureux fait peine à voir. Il est complètement noir et le feu le consume à l'intérieur. »

Les blessés sont placés dans des tombereaux et conduits à l'hôpital, mais telle est l'affluence, la surexcitation de la foule, que l'on a peine à frayer un passage pour les voitures. Tout le monde se précipite, chacun veut voir s'il n'y a pas là un parent ou un ami.

## L'AFFAIRE GOUFFÉ

On lit dans la France :

« Il y a aujourd'hui, 28 juillet, juste une année, que M. Doppier fut chargé de l'instruction de l'affaire Gouffé. C'est tout juste, car c'est le jour de la disparition de l'huissier de rue Montmartre. »

« Personne ne croyait encore à un assassinat, excepté cependant M. Landry, beau-frère de Gouffé, lequel, apprenant qu'il n'avait pas été vu depuis vingt-quatre heures, se rendit dans son étude et fit un choix de papiers compromettants sa famille. Ce n'est pas sans émotion que l'honorable M. Doppier nous a parlé de cet anniversaire. »

« Que d'événements depuis un an ! nous disait-il hier, et que de surprises depuis le commencement de cette longue instruction qui aujourd'hui semble, à nos yeux d'événements inattendus, être arrivée à sa fin. »

« En effet, qui, l'année dernière, à cette époque, pensait à Eyraud et à Gabrielle Bonpard ? »

« Il fallut un concours de circonstances bien extraordinaire pour arriver à découvrir le crime de la rue Tronson-Ducoudray, qui, pendant quelques semaines a été sur le point d'être classé, c'est-à-dire abandonné par l'instruction. »

« Ce n'est point que les dénonciations n'arrivaient en masse au parquet de la Seine, mais elles ne donnaient aucun résultat. L'on reconnaissait immédiatement les pistes indiquées par ces monnaies de la délation. »

« Aujourd'hui encore, ils continuent à envoyer des renseignements faisant connaître les complices d'Eyraud. »

« Hier même nous avons reçu d'un habitant d'Angers, qui nous donne son nom et son adresse, la copie d'une lettre qu'il adresse à la famille Gouffé pour lui faire connaître les assassins de leur parent. »

« Voici un extrait de cette missive révélatrice : »

« A la famille de M. Gouffé »

« Depuis longtemps déjà, de nombreuses plaintes ont été adressées à M. le procureur de la République contre ceux qui ont certainement tué les auteurs de la mort de M. Gouffé en payant pour le faire assassiner. »

« Plusieurs personnes qui la savent très bien me l'ont révélée. Les assassins de M. Gouffé sont tout d'abord un bande d'écrocs, de faussaires et de criminels plus ou moins riches et qui avaient un intérêt à la mort de M. Gouffé. »

« Pour des raisons que je vais indiquer et qui ne laisseront plus aucun doute aux parents de M. Gouffé sur l'identité des assassins dont je vais donner les noms. »

« La lettre fait connaître, en effet, les noms et les adresses de personnes dans les affaires, ayant eu des relations avec Gouffé, et elle relève même d'autres crimes, notamment contre un notaire des environs de Paris qui aurait épousé sa femme. »

« On voit que l'histoire de ce crime est très complexe et que les renseignements que vous m'avez envoyés me permettent de mieux saisir les détails de ce crime. »

## La Commission sénatoriale des Finances

Paris, 29 juillet. — On sait que la commission des finances a décidé, dans sa dernière séance, de surlever les patentes qui frappent actuellement les grands établissements de crédit.

Puis, cette décision prise, la commission a résolu d'entendre les représentants de ces grands établissements.

On pourrait faire remarquer que cette audition vient un peu tard, comme les cabiniers rendus légendaires par Offenbach.

Quoiqu'il en soit, MM. Denormandie, représentant le Comptoir, René Brice, le Crédit lyonnais, Joseph Gay, le Crédit industriel,

le fait bien que je le dis, plus qu'aucun autre peuple, nous avons besoin d'Europe. »

Buenos-Ayres, 30 juillet. — Le compromis intervenu entre le gouvernement et les révoltés contente la population tout entière.

Le général Celman ne retournera pas au pouvoir, les ministères seront remaniés selon les désirs de la population.

L'amnistie est complète. Les officiers qui se sont révoltés perdront leur grade.

La révolution à Buenos-Ayres

Un rédacteur du *Reppel* s'est rendu à la légation de la République argentine à Paris, avec un des secrétaires de la légation, une conversation sur les causes et les conséquences probables de la révolution qui a éclaté à Buenos-Ayres. Nous détachons de cette conversation les passages suivants :

« La révolution, au vrai, était prévue depuis longtemps, a dit le représentant argentin. Nous sommes un peuple jeune arrivé trop vite à la complète civilisation. Nous avons dépensé notre argent sans compter. Nous avons construit des chemins de fer, inventé l'agriculture, amélioré nos ports, etc. Cela nous a créé une situation financière déplorable, la plus mauvaise de toutes les nations. »

« L'argent n'est pas venu. Les hommes de bien n'ont pas voulu nous aider. Les hommes de mal nous ont aidés. La circulation fiduciaire s'est énormément développée ; une dépréciation progressive de tout ce papier s'en est suivie. De là le change de 200 0/0 de Buenos-Ayres sur Paris. »

« Il ne m'appartient pas de dire que M. Celman est responsable de cet état de choses. Mais il est certain qu'il n'a rien fait pour empêcher ce qui s'est passé. »

« Ajoutez à cela que le parti vainqueur se préparait depuis longtemps et qu'il avait gagné l'armée. On savait qu'il travaillerait toutes les garnisons. »

« Ce qui peut vous intéresser, en ce qui concerne les conséquences probables de cette révolution, c'est bien, n'est-ce pas ? de savoir si les relations de la France avec la République argentine ne seront pas quelque peu atteintes dans l'avenir. »

« Les révolutions ne nous affectent pas comme en France. Pendant que quelques exilés se battent, la plus grande partie de la population travaille, produit et consomme. L'argent n'est pas venu, mais on a fait honneur aux engagements de la République ; il rétablira, pour cela, l'ordre dans les finances. Et puis

Hély d'Oissel, la Société générale, de Soubeyrans, la Banque d'Escompte, ont exposé les motifs qui militent à leur avis contre la surélévation proposée.

Nous avons quelques raisons de penser que cette audition restera sans résultat.

Cette audience terminée, MM. Rouvier, ministre des finances et Boutin, commissaire du gouvernement, ont été introduits au sein de la commission.

Il n'est pas apparu tout d'abord que les explications fournies par le ministre des finances aient éclairci la situation, au début de la deuxième partie de la séance, car elle s'est prolongée au delà des limites habituelles aux commissions sénatoriales.

La discussion entre le ministre des finances et la commission a été particulièrement obscure, surtout en ce qui concerne la manière dont l'impôt serait établi.

D'après le système de la répartition avec application du taux de 3,20, il est devenu évident que le travail d'évaluation des propriétés bâties avait besoin d'être révisé et M. Forest, sénateur de la Savoie, suivi en cela par M. Rouvier, du Nord a préconisé l'idée d'un ajournement du projet.

## LE BILL MAC-KINLEY

Et le Tarif douanier sur les articles de laines

Nous avons dit que le Bill Mac-Kinley comprenait deux parties, l'une administrative dont nous avons déjà donné l'analyse, et l'autre relative à la tarification douanière.

Voyons comment, dans cette dernière partie, sont traités la laine et les produits de l'industrie lainière.

Le rapport, présenté par M. Mac Kinley, à l'appui de ses propositions, établit qu'en 1818 la production de la laine était de 35,800,000 livres, et qu'elle s'est élevée successivement à 52,500,000 en 1850, à 60,300,000 en 1860, à 162 millions en 1865, à 484 millions en 1874, à 232 millions en 1879 et enfin à 308 millions en 1889.

Depuis 1884, il y a eu un léger recul : les effectifs sont tombés à 45 millions de moutons, avec une production de 245 millions de livres. Mais cela provient de ce qu'on a découragé les producteurs. La protection, au lieu de protéger, a effacé dans l'avenir comme elle l'a été dans le passé.

Jusqu'en 1860, et cela depuis quatorze années, le tarif était protecteur et la production de la laine correspondait à 1,7 livre par tête d'habitant ; en 1884, le tarif était, depuis vingt-quatre années, protecteur, et la production de la laine correspondait à 5,4 par tête d'habitant. En présence de ces résultats, il ne fait pas de doute que l'on n'arrive, par un léger effort, à mettre la production de la laine indigène au niveau des nécessités de la consommation.

Cette consommation est d'environ 600 millions de livres par an. Il suffit, pour produire ces 600 millions de livres de laine, d'avoir, dans le pays, un effectif de 100 millions de têtes. Pour cela, il faut soutenir les producteurs indigènes contre les étrangers. On mettra sur la laine brute importée des droits mineurs, en distinguant trois catégories : les laines de 1re et de 2e catégorie paieront 13 et 14 cent. la livre, la 3e catégorie les laines de 3e catégorie, valent 12 cent. la livre, paieront 3 cent. 1/2 sur le lieu de 2 1/2 ; celles qui valent plus de 12 centimes paieront 8 cent. au lieu de 10.

Les tissus supporteront deux sortes de droits : un droit sur la laine brute qu'ils représentent et un droit sur le produit manufacturé. Il faut, en effet, protéger et le producteur de laine et le manufacturier.

Les importations de laine manufacturée se sont, en 1888-89, élevées à 52 millions de dollars, qui, sur le marché américain, représentent un prix de vente de 90 millions de dollars et équivalent à l'importation de 160 millions de livres de laine brute. L'ensemble de ces importations de laine brute et sur les tissus correspondra à un droit de valeur moyen de 91,78 0/0, au lieu de 67,15 0/0, qui représentent les droits du tarif actuel.

Les tissus supporteront deux sortes de droits : un droit sur la laine brute qu'ils représentent et un droit sur le produit manufacturé. Il faut, en effet, protéger et le producteur de laine et le manufacturier.

Les importations de laine manufacturée se sont, en 1888-89, élevées à 52 millions de dollars, qui, sur le marché américain, représentent un prix de vente de 90 millions de dollars et équivalent à l'importation de 160 millions de livres de laine brute. L'ensemble de ces importations de laine brute et sur les tissus correspondra à un droit de valeur moyen de 91,78 0/0, au lieu de 67,15 0/0, qui représentent les droits du tarif actuel.

Les importations de laine manufacturée se sont, en 1888-89, élevées à 52 millions de dollars, qui, sur le marché américain, représentent un prix de vente de 90 millions de dollars et équivalent à l'importation de 160 millions de livres de laine brute. L'ensemble de ces importations de laine brute et sur les tissus correspondra à un droit de valeur moyen de 91,78 0/0,